

Et pourtant, les autorités camerounaises, l'actuel ministre des Sports, M. Ngongang Ouandji André en tête, vont contester sa compétence avant de le mettre sur la voie de garage. A défaut d'une réelle maîtrise de ce domaine, c'est dans le conformisme et l'improvisation que se réfugient les responsables camerounais, incapables de former en vingt ans d'indépendance un corps d'entraîneurs de haut niveau.

Quatre mois sont nécessaires à M. Hayatou, fort mal conseillé, pour dénicher un technicien français... en chômage, l'ancien Rémois Jean Vincent dont les professionnels du F.C. Nantes ne voulaient plus, et qui va imposer un jeu défensif, contraire à la tendance spontanée des footballeurs africains.

Les spectateurs du Mondial ont certes découvert et apprécié les formidables qualités individuelles des joueurs camerounais (citons le gardien Nkono, les demis Abéga et Mbida, l'avant-centre Milla), mais ils n'ont pas échappé à l'ennui avec le jeu excessivement prudent et attentiste des Lions. Le Cameroun en Espagne n'a pas connu l'amertume de la défaite, mais il n'a pas gagné un seul match (trois résultats nuls : 0-0, 0-0, et 1-1)! Tant que les responsables de son football traîneront un pesant complexe d'infériorité, la consécration internationale continuera de le fuir.

Mahjoub Faouzi

Kenya :

DE LA VIOLENCE DANS L'AIR

Lorsque la situation sera moins confuse et les informations plus nombreuses, il conviendra de s'attacher à reconstituer les tenants et les aboutissants politiques de la conspiration qui échoua à renverser le gouvernement de Daniel arap Moi le 1^{er} août dernier.

Dans l'immédiat, plus que le coup d'État lui-même, frappe la violence qui fugitivement a éclo en son ombre. Car la tentative des mutins de l'armée de l'air peut s'expliquer pour différentes raisons, la presse l'a dit et répété : la dégradation de la situation économique, le « durcissement » du régime traduit par le renouveau des détentions sans jugement, l'instauration du parti unique, l'intolérance à la critique d'hommes pourtant habituellement fidèles, à quoi l'on pourrait ajouter, s'agissant de jeunes officiers d'aviation, quelque chose comme un « modèle » Rawlings/Doe de prétoriens populistes. Ces explications sont à la fois vraies et trompeuses, c'est-à-dire incomplètes, en ce qu'elles n'ont surgi qu'*a posteriori* et

n'avaient pas permis de prévoir ce coup porté à un régime qu'on disait à l'envi stable.

Il a, par contre, ramené à la surface une constante de la société politique — et peut-être même de la société tout court — kényane : la réalité d'une violence latente qui s'exprime brièvement et de façon explosive mais en général sous des formes non directement politiques. Non que la violence politique, si l'on entend par là ce qui touche le corps des individus dans sa liberté et dans son intégrité, jusque dans sa vie, soit inconnue au Kenya. Le soulèvement Mau Mau en fut le plus insigne exemple, montrant déjà l'ambiguïté des comportements qu'elle entraîne et sans doute des attitudes qui la sous-tendent, puisqu'il fut autant un affrontement entre Kényans africains qu'entre Kényans et colons, puisqu'en tout état de cause les victimes en furent, dans leur écrasante majorité, africaines. Sans même remonter jusque-là, on a compté depuis l'indépendance un certain nombre d'assassinats politiques ou de disparitions mystérieuses : Chiedo Argwings-Kodhek, Pio Gama Pinto, Ronald Ngala, Tom Mboya, J. M. Kariuki... On a compté au moins deux tentatives illégales de renversement du pouvoir auxquelles furent mêlés des militaires : en 1964, comme dans toute l'Afrique orientale ; en 1971 ; rébellions écrasées ou étouffées dans l'œuf. On peut y ajouter l'affaire des *Ngorokos* qui visa, lors du décès de Jomo Kenyatta, à empêcher Daniel arap Moi et ses amis politiques d'accéder au pouvoir.

Outre ces événements brutaux, sporadiques, en dessous d'eux, la société kényane a subi une évolution qui a, littéralement, fait violence à la majorité des hommes qui y vivent. Violence de la colonisation qui fut, si l'on ajoute le symbolique au strictement matériel, l'une des plus achevées du continent ; violence de la construction des inégalités dans le Kenya indépendant, de l'accumulation bipolaire des richesses et des pauvretés dans l'univers urbain, tout particulièrement à Nairobi, alors que se délitaient les codes sociaux, les valeurs morales qui permettaient encore d'assurer aux groupes ruraux quelque cohérence. La violence était ainsi quotidiennement vécue dans la confrontation de Muthaiga — le quartier riche — avec Mathare Valley, Kibera, Langata — les bidonvilles ; dans le côtoïement des Mercedes et des *Matatu* — les taxis collectifs — surpeuplés. Elle se renforçait de la persistance des aspects raciaux de ces inégalités : bien sûr, les Africains riches existaient mais leur aisance ne provoquait pas comme celle des Européens ou des Asiatiques, quelle que fût leur nationalité.

Pourtant, cette violence ne trouvait pas à s'exprimer dans le système politique. Celui-ci cumulait la fermeté de la souplesse permise par la continuité des processus d'échanges dans les relations clientélistes ou le jeu des *Harambee*, dans les élections qui régulièrement les couronnaient, et la fermeté de ses frontières idéologiques et institutionnelles qui rejetait toute velléité d'opposition radicale. Le système, et ses dirigeants, pouvaient ainsi jouer efficacement de l'intégration (et de ses soupapes de sûreté) et de l'exclusion. Il n'est pas impossible, au surplus, que l'intégration d'une grande partie de la population dans cette Cité politique n'ait pas

rendu impensable toute organisation de la violence populaire en son sein. L'histoire des élections et du contrôle politique à Mathare Valley semblerait en tout cas l'indiquer. Par contre, la violence sociale se manifestait à trois niveaux au moins : la délinquance et le banditisme urbains, en nette augmentation ces dernières années et dont les victimes privilégiées étaient les Européens et les Asiatiques ; l'autodestruction que l'on pouvait voir dans l'alcoolisme comme dans la fureur populaire qui poussait au lynchage des « petits » soupçonnés de délits mineurs ; l'attaque symbolique se produisant en période de crise et se traduisant par des incendies, des égorgements de bestiaux, des serments collectifs.

Il n'est donc pas surprenant de constater le déphasage survenu entre le projet des rebelles, un projet politique si l'on en croit le communiqué qu'ils firent lire à la *Voice of Kenya*, et les comportements qu'ils ont déclenchés. Hormis les objectifs que le groupe mutin s'était fixés, la radio, l'aéroport, aucun homme politique, aucune institution ne paraissent avoir été attaqués. Si quelques-uns ont suivi les aviateurs dissidents, des militaires, des étudiants, des habitants des bidonvilles, ils ne s'intéressèrent pas à ce qui était politique ou à ce qui représentait le politique, mais s'accordèrent pour se contenter de piller en s'attardant plus particulièrement sur les commerces appartenant à des Asiatiques ; leur cible la plus symbolique fut sans doute le Hilton.

On a dit et écrit que ce coup manqué mettait en pièces l'image de paix et de stabilité que le Kenya voulait donner de lui-même ; sans doute. Mais serait-il vraiment trop paradoxal de penser que le déroulement de cette rébellion, son caractère minoritaire, sa dégénérescence en déferlement destructeur, marquent, eux, une grande solidité de l'image du politique et une constante des idéologies dominantes comme des systèmes de représentation symbolique au Kenya ?

Denis Martin